



Conseil économique et social

Distr. générale
9 août 2014
Français
Original : anglais

**Comité chargé des organisations
non gouvernementales**
Session ordinaire de 2015
26 janvier-3 février et 13 février 2015

**Rapports quadriennaux pour la période 2010-2013
présentés par l'intermédiaire du Secrétaire général,
en application de la résolution 1996/31 du Conseil
économique et social, par les organisations non
gouvernementales dotées du statut consultatif
auprès du Conseil**

Note du Secrétaire général

Additif

Table des matières

	<i>Page</i>
1. Il Cenacolo	2
2. Imam Ali's Popular Students Relief Society	3
3. Imamia Medics International	5
4. International Association for Women's Mental Health	7
5. Association internationale des Lions Clubs	9
6. Confédération internationale des associations de parents d'enfants atteints de cancer	11
7. Conseil international des associations chimiques	14
8. Conseil international des sociétés de design industriel	16
9. Conseil international des services juifs de bienfaisance et d'assistance sociale	18
10. Fédération internationale des centres sociaux et communautaires	19
11. Fédération internationale des organisations de formation et de développement	21
12. International First Aid Society	22



13. International Gay and Lesbian Human Rights Commission	24
14. International Health Awareness Network	25
15. ISIS : Women’s International Cross-Cultural Exchange	27

1. Il Cenacolo

Statut consultatif spécial : 1998

Introduction

Il Cenacolo a son siège à Rome et est affilié à l'organisation à but non lucratif World Health Clinicians, dont les bureaux se trouvent à Norwalk dans le Connecticut (États-Unis d'Amérique). L'organisation s'intéresse principalement aux problèmes des femmes et des enfants.

Buts et objectifs

L'organisation s'efforce de résoudre les problèmes liés aux violences, tant physiques que psychologiques, faites aux femmes, à la santé des femmes et au bien-être des enfants.

Changements à signaler

Depuis 2009, l'organisation collabore étroitement avec World Health Clinicians, qui s'emploie à enrayer la transmission du VIH de la mère à l'enfant en fournissant des médicaments et des informations pour lutter contre cette maladie mortelle à l'origine d'un grand nombre d'orphelins livrés à eux-mêmes. À partir de 2010, l'organisation a entrepris diverses activités ayant trait au processus de démocratisation dans les pays africains, plus particulièrement la Libye et la Guinée-Bissau.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation a coopéré avec l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) et le Fonds des Nations Unies pour la démocratie.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a participé aux manifestations et réunions suivantes :

- Cinquante-quatrième et cinquante-cinquième sessions de la Commission de la condition de la Femme, à New York, en 2010 et 2011;
- Forum du Millénaire des organisations non gouvernementales, à l'ONU à New York, en 2000.

Coopération avec des organes de l'ONU

Aucune précision à ce sujet.

Activités relatives aux objectifs du Millénaire pour le développement

Depuis 2009, l'organisation se consacre à un projet en faveur des femmes et des enfants immigrés d'âge préscolaire et tente d'apporter des réponses à leurs problèmes identitaires, relationnels, culturels et psychologiques.

2. Imam Ali's Popular Students Relief Society

Statut consultatif spécial : 2010

Introduction

L'organisation Imam Ali's Popular Students Relief Society a pour objet de porter assistance aux personnes démunies, notamment les femmes et les enfants qui souffrent du chômage, de la faim, du manque d'accès à l'éducation et de la discrimination. Elle accorde une importance particulière aux enfants susceptibles d'être exploités. L'idéal de l'organisation est l'avènement d'une communauté internationale saine fondée sur les droits de l'homme, l'égalité des chances, la justice et l'honnêteté, qui se préoccupe des besoins des personnes et des enfants défavorisés vivant dans des milieux à risque, et de l'autonomisation des femmes. Elle cherche à accroître la participation des élites à la culture publique, à la législation et aux politiques, de manière créative, en vue d'améliorer la situation de la catégorie concernée dans les sociétés en développement.

Buts et objectifs

L'intention générale est d'encourager les activités bénévoles parmi les groupes de personnes qui ont gagné leur autonomie. L'Objectif à court terme est de trouver des solutions à la situation critique des familles en termes d'abri, de nourriture et d'autres besoins élémentaires dans chaque région spécifique. Les activités à moyen terme ont des visées éducatives précises et permanentes. L'Objectif à long terme est de multiplier le nombre de maisons iraniennes dans tout le pays afin de fournir un service intermédiaire entre les collectivités locales et les pauvres dans chaque région sous l'égide de l'organisation. Des services sont offerts tout au long de l'année pour répondre aux besoins des usagers en matière d'éducation et d'assistance.

Changements à signaler

L'un des principaux changements est la priorité que donne l'organisation aux régions. L'organisation, qui auparavant concentrait ses efforts sur la pauvreté urbaine, a ajouté une formation permettant aux populations pauvres de se prendre en charge, notamment les mères et les filles dans les petites villes et les communes rurales.

Contribution à des activités des Nations Unies

Au cours de la période considérée, l'organisation a apporté sa contribution par :

- Des interventions orales au débat de haut niveau du Conseil économique et social en 2011;
- La présentation d'une demande d'audition au débat de haut niveau du Conseil économique et social en 2012;
- La présentation d'une demande d'audition au débat de haut niveau du Conseil économique et social en 2013.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Un représentant de l'organisation a assisté aux réunions de l'ONU suivantes :

- Cinquante-sixième et cinquante-septième sessions de la Commission de la condition de la femme, à New York, en 2012 et 2013;
- Reprise de la session du Comité chargé des organisations non gouvernementales, à New York, en 2010;
- Vingtième session de la Commission du développement durable, à New York, en 2013.

Coopération avec des organes de l'ONU

L'organisation a mis en place un projet soutenu par le programme de microfinancements dans la République islamique d'Iran du Fonds pour l'environnement mondial afin de réduire l'usage de sacs en plastique et sensibiliser l'opinion aux espèces menacées d'extinction grâce à la fabrication de sacs écologiques par des veuves pauvres; des enfants anciennes victimes du travail forcé ont illustré par des dessins les espèces menacées. Le projet, achevé en 2012, constitue désormais un projet indépendant.

Activités relatives aux objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a vu le jour dans la République islamique d'Iran et a une dimension internationale. En bref, elle concentre ses efforts sur les questions de développement durable et met sur pied, dans l'ensemble de la République islamique d'Iran, de nombreux projets inspirés des objectifs du Millénaire pour le développement. Pendant la période considérée, les activités de l'organisation relatives aux objectifs du Millénaire ont été les suivantes :

- Objectif 1. L'organisation a lancé des programmes de nutrition pour s'attaquer à l'extrême pauvreté et à la faim dans la République islamique d'Iran, y compris dans les villages; ces programmes concernent plus de 1 000 enfants dans des familles touchées à Téhéran et dans sept autres villes. Elle distribue également des colis alimentaires à plus de 10 000 familles une fois par an;
- Objectif 2. Les 14 centres de l'organisation destinés aux enfants déscolarisés en Iran, dénommés « maisons de la science », ont servi de passerelle aux enfants iraniens ayant triomphé des difficultés pour leur retour dans le système scolaire. Le projet s'est appliqué aux réfugiés afghans qui n'avaient pas accès à l'école;
- Objectif 3. Donnant aux femmes les moyens de lutter contre la pauvreté, l'organisation a appuyé des projets favorisant la création d'entreprises, comme le tissage, la coupe, la production de denrées alimentaires pour la vente, ainsi que des projets d'alphabétisation pour les femmes illettrées;
- Objectif 4. L'organisation a fourni aux enfants des aliments nutritifs et des soins médicaux gratuits et s'est évertuée à mettre un terme au travail des enfants; ces actions ont permis, directement ou indirectement, de faire baisser la mortalité infantile;
- Objectif 5. Le projet « maradaneh » (« maternel »), qui s'adressait aux femmes enceintes sans domicile fixe ou habitant des régions pauvres ou des

bidonvilles, ou bien étant en prison, a permis de fournir de la nourriture, des compléments alimentaires et une formation indispensable à presque 160 mères, y compris des réfugiées afghanes;

- Objectif 6. L'organisation a proposé aux enfants soumis au travail forcé et aux mères toxicomanes des activités éducatives sur la transmission du VIH/sida;
- Objectif 7. L'un des projets, soutenu par le programme de microfinancement du Fonds pour l'environnement mondial et décrit ci-dessus, a consisté à produire des sacs "respectueux de l'environnement" pour mettre fin à l'utilisation de sacs en plastique;
- Objectif 8. L'organisation compte plus de 9 000 membres bénévoles, dont la plupart ont étudié à l'université et se mobilisent pour le développement social du pays.

3. Imamia Medics International

Statut consultatif spécial : 2006

Introduction

Imamia Medics International est une organisation mondiale de professionnels de la santé qui sert de structure pour l'épanouissement professionnel des praticiens de santé en leur donnant l'occasion d'offrir une information et des services sanitaires et médicaux gratuits ou peu onéreux à des populations mal desservies et pauvres dans le monde entier, notamment dans des zones de conflit ou des régions frappées par des catastrophes naturelles.

Buts et objectifs

L'organisation a pour ambition de rassembler les ressources intellectuelles et professionnelles de la communauté pour servir l'humanité en permettant, à prix modéré ou gracieusement, l'accès à des activités de qualité relatives à la promotion de la santé et à la prévention des maladies. Grâce à son acharnement, sa diligence, son honnêteté et son abnégation, Imamia Medics International espère édifier une organisation qui aura un retentissement sur la population de toutes les régions du monde. Elle entend offrir un tremplin aux professionnels de la médecine et paramédicaux musulmans Ja'fari; poser les fondements d'un institut de recherche; étudier et prévoir les besoins à venir; promouvoir et favoriser l'éducation dans la communauté; stimuler les échanges entre spécialistes; établir un moyen de communication; et participer aux secours humanitaires dans les situations d'urgence.

Changements à signaler

De nouvelles sections ont été créées aux États-Unis, au Pakistan et en Inde. Trois nouvelles sections nationales ont également été inaugurées, en Australie en 2010, au Canada en 2011 et en Nouvelle-Zélande en 2013.

Contribution à des activités des Nations Unies

Imamia Medics International continue de soutenir le développement des services de santé en formant, à l'échelle mondiale, des professionnels au

renforcement des capacités (ainsi qu'à l'amélioration de la parité hommes-femmes dans les sciences) et en fournissant des services médicaux aux communautés délaissées et pauvres.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

En 2010, des représentants de l'organisation ont participé aux débats informels de l'Assemblée générale avec les organisations non gouvernementales (ONG), les organisations de la société civile et le secteur privé, au Siège des Nations Unies à New York. La même année, 12 représentants ont assisté à la soixante-troisième Conférence annuelle du Département de l'information pour les organisations non gouvernementales (portant sur la réalisation des objectifs du Millénaire en matière de santé), qui s'est tenue à Melbourne (Australie), où l'organisation a animé une séance de travail sur le diabète pour faire progresser la réalisation des objectifs du Millénaire et a organisé une exposition pour faire mieux connaître ces sujets; 12 délégués y étaient présents, dont des jeunes.

En 2011, des représentants de l'organisation ont participé à la cinquante-cinquième session de la Commission de la condition de la femme, à New York.

En 2012, des représentants ont assisté à la cinquante-sixième session de la Commission de la condition de la femme, qui s'est tenue à New York. La même année, des représentants ont assisté à la cinquième session de la Conférence des États parties à la Convention relative aux droits des personnes handicapées.

En 2013, des représentants ont assisté à la cinquante-septième session de la Commission de la condition de la femme, à New York.

Coopération avec des organes de l'ONU

L'organisation a travaillé sous l'égide du Bureau de la coordination des affaires humanitaires (module santé) pour apporter une aide humanitaire à Haïti après le tremblement de terre en 2010.

Activités relatives aux objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a contribué à la réalisation des objectifs du Millénaire en Asie, en Europe, au Moyen-Orient et en Amérique du Nord. Les principales actions menées ont été les suivantes :

- Objectif 1. Des informations et une formation médicales ont été proposées à 6 800 personnes; des dispositions ont été prises pour l'affectation ou la rotation de 180 personnes; 11 500 enfants ont reçu de la nourriture ou des soins nutritionnels; 15 000 mères et aidants ont bénéficié d'une formation à la nutrition;
- Objectif 3. Un enseignement ou un perfectionnement dans le domaine médical a été proposé à 5 000 femmes;
- Objectif 4. Environ 11 500 enfants ont reçu des aliments ou des traitements nutritionnels; 1 200 enfants ont été vaccinés ou immunisés; en Irak, un programme a été mis en place pour nourrissons et enfants souffrant de troubles du développement;

- Objectif 5. Quelque 25 000 mères et professionnels de santé ont été formés aux soins prénatals et aux soins aux nourrissons; 11 800 femmes enceintes ont bénéficié de soins prénatals; des services de santé ont été mis à la disposition de 201 000 femmes ou filles dans des cliniques de proximité; 1 000 sages-femmes ont été formées dans la communauté;
- Objectif 6. Un dépistage du VIH/sida, un traitement et un accompagnement ont été offerts sans frais à 6 000 personnes, un dépistage des problèmes cardiaques et des traitements ont été proposés à 8 500 personnes et des soins médicaux généraux ont été dispensés à 410 500 personnes;
- Objectif 8. Un enseignement médical a été dispensé à 3 000 jeunes; des médicaments ont été fournis gratuitement ou à faible coût à 350 000 personnes.

4. International Association for Women's Mental Health

Statut consultatif spécial : 2006

Introduction

L'International Association for Women's Mental Health est une organisation non gouvernementale à but non lucratif, fondée en 2001 dans le but d'améliorer la santé mentale des femmes dans le monde.

Buts et objectifs

L'organisation a pour vocation d'améliorer la santé mentale des femmes à travers le monde; d'élargir les connaissances dans le domaine de la santé mentale féminine; d'agir pour que des services chargés de la santé mentale féminine tiennent compte des spécificités féminines et renforcent l'autonomie des femmes; et d'établir un réseau d'associations et de sections nationales et internationales dédiées à la santé mentale des femmes. Son Objectif est de promouvoir la recherche au moyen de collaborations et de réseaux internationaux dans les domaines suivants : les facteurs sociaux, économiques, éthiques, juridiques, culturels, psychologiques et biologiques qui influent sur la santé mentale des femmes; le rôle des femmes dans le mariage, la famille et la société et les incidences sur la santé mentale; les causes, les conséquences et l'élimination de la violence dans la famille et des mauvais traitements infligés aux femmes; les causes, le traitement et la prévention des maladies ou troubles mentaux propres aux femmes, plus répandus chez celles-ci, plus graves ou présentant des facteurs de risque ou des résultats différents chez les femmes; les effets particuliers des traitements sur les femmes; et la science fondamentale concernant les différences entre les sexes et la biologie féminine.

L'organisation joue le rôle de défenseur international de la santé mentale des femmes et entend :

- Supprimer les conditions préjudiciables à la santé physique et mentale des femmes;
- Faire progresser l'éducation et l'autonomie des femmes;
- Améliorer l'enseignement de la médecine et l'information du public sur la santé mentale des femmes;

- Accroître le personnel spécialisé dans la santé mentale des femmes, améliorer son statut, sa formation et ses ressources;
 - Obtenir une représentation satisfaisante des femmes dans la recherche, l'éducation et les organisations s'occupant de la santé mentale féminine;
 - Renforcer la maîtrise de leur fécondité par les femmes.
- Pendant la période considérée, les activités de l'organisation ont consisté à :
- Promouvoir la recherche par la création de réseaux internationaux et des séminaires ciblés;
 - Organiser des congrès mondiaux auxquels étaient conviées toutes les personnes, associations et sections s'intéressant à la santé mentale des femmes;
 - Apporter un appui aux conférences et rencontres internationales, régionales, nationales et locales afin d'échanger des informations sur les avancées de la science, les services cliniques et les évolutions sociales ou juridiques en matière de santé mentale féminine;
 - Diffuser sur le Web des informations sur la santé mentale des femmes, des articles scientifiques et autres publications;
 - Sensibiliser les cliniciens et le grand public par des journées d'étude et des documents imprimés et électroniques;
 - Collaborer avec des groupes qui défendent cette cause.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'Association est membre actif du Comité des ONG sur la santé mentale. Elle est en partie à l'origine du choix, qu'elle a approuvé, du thème prioritaire – élimination et prévention de toutes les formes de violence à l'égard des femmes et des filles – à la cinquante-septième session de la Commission de la condition de la femme en 2013. Ses travaux novateurs à l'Association mondiale de psychiatrie concernant l'élaboration d'une déclaration de principe consensuelle sur la violence à l'égard des femmes ont été publiés en 2006 et exposés dans un article du *Canadian Journal of Psychiatry* en 2013 portant sur la violence dans le couple.

L'organisation s'est prononcée en faveur des droits des handicapés, qui englobent les droits des personnes atteintes de maladie mentale. Elle a également mené à bonne fin l'enquête mondiale des ONG de 2013.

L'organisation a souscrit à une déclaration commune faite par le Comité des ONG sur la santé mentale (New York) et le Forum des ONG sur la santé (Genève), consacrant la Journée mondiale de la santé mentale 2013 et le Plan d'action global de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) pour la santé mentale 2013-2020.

L'organisation s'est impliquée et associée au débat de haut niveau de l'Assemblée générale intitulé « La contribution des femmes, des jeunes et de la société civile au programme de développement de l'après-2015 ».

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Aucune précision à ce sujet.

Coopération avec des organes de l'ONU

L'organisation a conduit des recherches et présenté un rapport à l'Organisation panaméricaine de la santé sur la réponse du secteur de la santé aux actes de violence commis contre les femmes en Amérique latine et aux Caraïbes en 2013. L'organisation est partie prenante d'un vaste projet international éducatif et de recherche sur la problématique hommes-femmes, la violence et la santé mentale au Canada, dénommé Preventing Violence Across the Lifespan Research Network (PreVAiL). Ce projet n'a pas été étranger à l'élaboration par l'OMS des directives cliniques et des stratégies en matière de violence à l'égard des femmes.

Activités relatives aux objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a tenu deux grands congrès internationaux sur la santé mentale féminine, à Madrid en 2011 et à Lima en 2013. Plus de 1 000 participants venus d'Europe, d'Amérique latine, du Pacifique Sud, d'Asie, d'Afrique et du Moyen-Orient ont assisté à chaque congrès. De nombreux thèmes allaient dans le sens des objectifs 3, 4 et 5 du Millénaire pour le développement.

5. Association internationale des Lions Clubs

Statut consultatif général : 1998

Introduction

L'Association internationale des Lions Clubs est une organisation d'aide bénévole, mondiale et apolitique, qui a pour vocation d'améliorer la situation sociale et humanitaire. Il existe environ 46 124 Lions Clubs comptant plus de 1,3 million de membres dans 208 pays et districts géographiques (une augmentation par rapport aux 205 précédents). De nombreuses antennes du Lions Club parrainent des Leo Clubs pour jeunes adultes. Il y a actuellement 6 345 Leo Clubs dans 140 pays, qui comptent 158 625 membres.

Buts et objectifs

La mission de l'Association est de donner aux bénévoles les moyens de servir leur communauté, de répondre aux besoins humanitaires, de favoriser la paix et de promouvoir la compréhension au niveau international par l'intermédiaire des Lions Clubs. Son objectif est d'inciter les personnes animées par l'esprit d'entraide à être utiles à leur communauté, sans avantage financier personnel, et à défendre des valeurs éthiques dans le commerce, l'industrie, les professions libérales, les travaux publics et les entreprises privées. Ceci englobe la participation à des projets de proximité, comme les campagnes de dons de denrées alimentaires et la collecte de lunettes usagées, ainsi qu'à des projets internationaux comme SightFirst, dont la finalité est de supprimer la cécité dans le monde.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'Association a une longue tradition de collaboration avec les Nations Unies qui remonte à 1945, date à laquelle son fondateur a permis de créer des mécanismes pour la participation des ONG aux Nations Unies. Chaque année, le président de l'Association nomme des Lion Leaders, qui représentent l'Association à l'ONU à New York et aux bureaux de l'ONU à Genève et à Vienne. L'Association est également rattachée à l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), à l'OMS et au Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF). D'autre part, l'Association participe à certaines réunions de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) en qualité d'observateur et entretient d'étroites relations de travail avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et ONU-Femmes.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Des représentants de l'Association ont participé à des conférences et réunions régulières au cours des quatre dernières années, notamment :

- Les réunions du Conseil exécutif de l'OMS;
- Les réunions annuelles du Fonds des États-Unis pour l'UNICEF;
- Les réunions du Comité chargé des ONG à l'UNICEF;
- Les conférences annuelles du Département de l'information pour les ONG;
- Les réunions spéciales de la FAO;
- Les réunions du Comité de la sécurité alimentaire mondiale;
- La réunion du Comité exécutif de l'Association des États-Unis pour les Nations Unies.

Coopération avec des organes de l'ONU

Pendant ces quatre dernières années, les programmes suivants du Lions Club ont représenté les domaines dans lesquels la coopération avec les Nations Unies a été la plus importante :

- Journée des Lions avec les Nations Unies. Cet événement annuel a été l'occasion pour les Lions Clubs, les dirigeants de l'ONU et les principaux partenaires de se retrouver pour réfléchir aux différents défis que doit relever la communauté internationale, parmi lesquels les objectifs du Millénaire pour le développement, afin de répondre aux besoins considérables en matière d'éducation et d'alphabétisation, de mobilisation de la jeunesse, de lutte contre la faim et la pauvreté, et de préservation de l'environnement;
- SightFirst est un programme mondial axé sur la réduction et la maîtrise de la cécité évitable et réversible. L'OMS apporte une assistance technique au programme depuis plus de 10 ans. Le directeur des programmes de l'OMS siège au Comité consultatif de SightFirst et fournit des conseils techniques sur l'évolution du projet, en concertation avec le secrétariat de l'Association, les clubs nationaux et les autres parties concernées;

- Projet pour l'élimination de la cécité infantile évitable. Ce projet sur 12 ans est exécuté par l'OMS avec le concours de l'Association. Il vise à améliorer les soins pédiatriques oculaires dans 30 pays, dans chaque région où est présente l'OMS, sauf en Amérique du Nord. SightFirst a octroyé 7,6 millions de dollars à l'équipe de l'OMS chargée de la prévention de la cécité et de la surdité, qui est l'agent d'exécution.

Activités relatives aux objectifs du Millénaire pour le développement

L'Association s'est employée à soutenir ses membres qui ont tenté de satisfaire les besoins de leur communauté et ont pris part aux efforts plus vastes déployés pour réaliser les objectifs du Millénaire. Les Lions Clubs ont apporté leur pierre à la concrétisation de ces objectifs à travers différents projets et activités accomplis au titre du programme de service communautaire (objectifs 1-3), des programmes en faveur de la santé et des enfants (objectifs 4-6), du programme des services environnementaux (objectif 7) et du programme de relations internationales des Lions (objectif 8). L'Association a financé un certain nombre de programmes et d'initiatives s'attendant à des problèmes humanitaires à l'échelon local et mondial, notamment des projets destinés à conserver la vue, vaincre le handicap, promouvoir la santé, travailler au service de la jeunesse et affronter les catastrophes. Ces actions ont été indispensables pour bâtir des communautés saines et, à terme, préparer le terrain pour que de nombreuses communautés s'acheminent vers la réalisation des objectifs du Millénaire.

6. Confédération internationale des associations de parents d'enfants atteints de cancer

Statut consultatif spécial : 2010

Introduction

La Confédération internationale des associations de parents d'enfants atteints de cancer a été créée en 1994. Il s'agit d'une organisation qui coiffe actuellement 171 organisations de parents dans 88 pays. L'expérience d'un enfant soigné pour un cancer peut être traumatisante, angoissante pour les parents, les frères et sœurs, aussi bien que pour le patient, et elle peut isoler les personnes. Les professionnels de santé ont depuis longtemps compris ses répercussions sur l'ensemble de la famille, ainsi que les besoins de l'enfant sur le plan médical; cependant, il importe également d'offrir des services qui répondent aux besoins affectifs et sociaux de la famille. Des groupes de soutien aux parents se sont formés au cours des trente dernières années pour prodiguer des informations et un soutien pratique, affectif et financier aux familles, qui leur permettent de surmonter les difficultés liées à un traitement long, qui se fait souvent loin du lieu d'habitation.

Buts et objectifs

La Confédération souhaite être considérée dans le monde entier comme l'organisme qui représente les familles des enfants atteints de cancer. Elle se propose de partager les informations et les expériences afin d'améliorer l'accès aux meilleurs traitements et soins possibles pour les enfants atteints du cancer grâce à un réseau international de groupes de soutien aux parents et à des réseaux d'anciens malades. Ses objectifs sont de mettre sur pied un réseau international de groupes de soutien aux parents en invitant des groupes établis à rejoindre le réseau; de fournir une aide et des conseils pour la création de nouveaux groupes, en particulier dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire; de donner aux organisations de parents des informations sur la maladie, le traitement et les effets, dans un langage non médical, compréhensible; de proposer aux membres des lieux de discussion, des réunions et des occasions de se rencontrer et d'échanger les informations, les expériences et les connaissances de sorte que tous profitent des meilleures pratiques et des idées nouvelles; d'encourager le développement de réseaux d'anciens malades à travers le monde et de permettre à ces groupes de se rencontrer et de mettre en commun leurs expériences; de s'employer énergiquement à faire connaître les problèmes et les conséquences du cancer de l'enfant au niveau international; d'améliorer les soins dispensés aux enfants atteints d'un cancer dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire.

Changements à signaler

Au cours des quatre dernières années, le nombre de membres de la Confédération est passé de 132 dans 78 pays à 171 dans 88 pays.

Contribution à des activités des Nations Unies

Les membres de l'organisation ont lancé des initiatives pour s'associer à la réalisation des objectifs de développement arrêtés au niveau international et du programme de développement des Nations Unies. Les contributions les plus significatives ont porté sur le plaidoyer à l'échelon local et mondial pour des réformes de la santé et de meilleurs systèmes sanitaires visant à réduire les inégalités en matière de soins de qualité et à augmenter le nombre d'enfants ayant vaincu le cancer; la sensibilisation aux droits des enfants et des adolescents atteints du cancer; la lutte contre les préjugés associés au cancer des enfants et la réduction au minimum de la discrimination, par exemple les faibles perspectives en ce qui concerne le mariage, l'emploi et un avenir prometteur; le renforcement des échanges interculturels, la création et le partage des connaissances et les activités conjointes réunissant diverses parties; ainsi que la mise en place de moyens pour un enseignement de qualité, une formation permanente et une réinsertion bénéfique des anciens malades dans la société.

La Confédération a mobilisé ses membres afin de défendre le cadre de suivi mondial des maladies non transmissibles institué par l'ONU-OMS, qui met l'accent sur trois indicateurs clés : diminution de la mortalité; accès aux médicaments et approvisionnement; et soins palliatifs pédiatriques.

La Confédération a mené des campagnes d'information locales et de sensibilisation du grand public pour réduire le nombre de décès dus à un diagnostic tardif qui auraient pu être évités.

Les membres de la Confédération se sont procuré des médicaments, en ont distribué selon les besoins et ont donné l'alerte lorsque des médicaments étaient contrefaits ou que l'épuisement des stocks de médicaments de base était imminent; ils ont réussi à préconiser des médicaments moins coûteux et des assurances maladie financées par les gouvernements, ainsi que la mise au point de médicaments plus efficaces pour le cancer de l'enfant.

Ses membres offrent une aide pratique, des activités psychosociales innovantes et des outils simples et d'un bon rapport coût/efficacité pour des soins palliatifs et une prise en charge de la douleur adaptés aux besoins des enfants.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

La Confédération a participé au débat informel d'une journée sur les maladies non transmissibles organisé au Siège de l'ONU le 16 juin 2011. Elle a également assisté au Sommet de l'ONU et à la réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur la prévention et la maîtrise des maladies non transmissibles, qui ont eu lieu au Siège de l'ONU les 19 et 20 septembre 2011, et aux manifestations parallèles suivantes se rapportant au sujet :

- Réunion d'information des ONG intitulée « De la communication à l'action », organisée par l'Alliance contre les maladies non transmissibles;
- Présentation sur la manière de s'appuyer sur les structures présentes pour faire face aux maladies non transmissibles;
- Présentation, organisée par le PNUD, sur la façon d'aider les pays et le monde du Sud à avoir accès aux médicaments essentiels.

La Confédération a présenté un document de réflexion sur les attentes et les besoins des parents et des patients en matière de radiothérapie, à une conférence de l'Agence internationale de l'énergie atomique qui s'est tenue à Vienne en 2013.

Coopération avec des organes de l'ONU

En février 2012, la Confédération et les responsables de l'organisation NCD Child ont rencontré des représentants de l'UNICEF et du Bureau du Secrétaire général à Oakland, Californie (États-Unis d'Amérique) afin de tracer la voie à suivre pour l'engagement des Nations Unies.

En avril 2012, la Confédération, avec l'aide de l'OMS, a rédigé une note d'information à l'usage des délégués de l'Assemblée mondiale de la santé sur les principaux problèmes, défis et projets relatifs au cancer des enfants.

Activités relatives aux objectifs du Millénaire pour le développement

Les organisations membres de la Confédération ont mené les actions suivantes à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement :

- Objectif 1. La Confédération a aidé des familles pauvres dans les pays en développement qui se trouvent confrontées au coût effroyable du cancer de l'enfant, qui fait sombrer les familles pauvres encore davantage dans la pauvreté ou crée une pauvreté momentanée. Elle a également offert du travail et une aide aux microentreprises à l'intention des familles dont l'enfant est atteint d'un cancer, et a proposé une formation professionnelle, un suivi

personnalisé de la carrière et une aide à l'emploi aux adolescents qui avaient surmonté un cancer;

- Objectif 2. Les organisations membres ont, à l'échelle mondiale, implanté dans les hôpitaux des écoles adaptées aux besoins des enfants, tenant compte de l'égalité des sexes, dans lesquelles les enfants souffrant d'un cancer peuvent terminer leurs études primaires;
- Objectif 4. La Confédération a contribué à faire baisser le taux de mortalité infantile liée au cancer de l'enfant;
- Objectif 8. La Confédération s'efforce de répondre aux besoins particuliers des pays les moins avancés et vulnérables, en travaillant avec les gouvernements et en recueillant des fonds auprès d'organisations de la société civile afin de permettre aux établissements médicaux, ou directement aux familles, d'avoir accès aux médicaments indispensables au traitement du cancer chez l'enfant dans les pays en développement. Elle noue également des partenariats mondiaux en collaborant avec l'OMS, l'UNICEF et d'autres réseaux de santé mondiaux, comme la Société internationale d'oncologie pédiatrique, Union for International Cancer Control et NCD Child.

7. Conseil international des associations chimiques

Statut consultatif spécial : 1998

Introduction

Répondant à la nécessité d'avoir une industrie chimique présente à l'échelle mondiale, le Conseil international des associations chimiques a été créé en 1989 en vue de coordonner les travaux des entreprises et des associations chimiques relatifs aux sujets et programmes d'intérêt national. Les membres de l'organisation représentent les associations professionnelles de toutes les régions du monde et les entreprises intervenant dans tous les aspects de l'industrie chimique. L'organisation sert de lien entre l'industrie chimique et les diverses entités internationales comme les ONG et les organisations qui s'intéressent à ces problèmes planétaires.

Buts et objectifs

L'organisation encourage et coordonne la mise en œuvre de l'initiative Responsible Care et d'autres initiatives volontaires de l'industrie chimique destinées à constamment améliorer l'efficacité et la réputation de l'industrie chimique mondiale en essayant de régler les problèmes mondiaux. L'organisation et ses membres s'investissent énergiquement dans de nombreux domaines où l'industrie a besoin d'une présence qui fasse autorité, notamment la gestion des produits chimiques, la réglementation, les relations avec les parties prenantes, le plaidoyer et la communication.

Changements à signaler

Le nombre de membres de l'organisation a augmenté en 2012 avec l'adhésion de Singapore Chemical Industry.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'un des objectifs du Sommet mondial pour le développement durable étant de réduire autant que possible d'ici 2020 les effets néfastes des produits chimiques sur la santé humaine et l'environnement, l'organisation a participé à l'élaboration et l'adoption de l'Approche stratégique de la gestion internationale des produits chimiques à la Conférence internationale sur la gestion des produits chimiques tenue en 2013.

Dans le cadre de son adhésion à l'Approche stratégique, l'organisation, en liaison avec le PNUE, a signé un accord de principe sur l'application d'une gestion sérieuse des produits chimiques et la mise au point de dispositifs efficaces de gestion des produits chimiques dans le monde entier. L'organisation et le PNUE ont, depuis, uni leurs efforts dans de nombreuses activités afin que la gestion des produits chimiques soit sûre, notamment grâce à un projet de deux ans destiné à accélérer la généralisation d'un transport et d'un entreposage plus sûrs des produits chimiques en Afrique; dernièrement, la version définitive d'une panoplie de mesures réglementaires a été établie, destinée à fournir des indications sur les systèmes de gestion des produits chimiques.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

En 2010, l'organisation a présenté des déclarations orales et écrites et joué un rôle actif dans les réunions suivantes, entre autres :

- Onzième session du Forum mondial des grands groupes et des parties prenantes (anciennement Forum mondial de la société civile);
- Conférence conjointe des Parties à la Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination, à la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants et à la Convention de Rotterdam sur la procédure de consentement préalable en connaissance de cause applicable à certains produits chimiques et pesticides dangereux qui font l'objet d'un commerce international;
- Onzième session spéciale du Conseil d'administration du PNUE/Forum ministériel mondial pour l'environnement, à Bali (Indonésie);
- Dix-huitième session de la Commission du développement durable, à New York.

En 2011, l'organisation a participé aux réunions suivantes :

- Première réunion intersessions de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, à New York;
- Vingt-sixième session du Conseil d'administration du PNUE/Forum ministériel mondial pour l'environnement, à Nairobi;
- Deuxième session du Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, à New York;
- Cinquième réunion de la Conférence des Parties à la Convention de Stockholm, à Genève;
- Dix-huitième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, à Doha.

En 2013, l'organisation a participé aux réunions suivantes :

- Vingt-septième session du Conseil d'administration du PNUE/Forum ministériel mondial pour l'environnement, à Nairobi;
- Sessions extraordinaires des Conférences des Parties aux Conventions de Bâle, de Rotterdam et de Stockholm, à Genève;
- Quatrième session du Groupe de travail ouvert sur les objectifs de développement durable, à New York;
- Dix-neuvième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, à Varsovie;
- Sixième session du Groupe de travail ouvert sur les objectifs de développement durable, tenue à New York.

Coopération avec des organes de l'ONU

La coopération de l'organisation et de ses membres avec les institutions de l'ONU passe principalement par l'Approche stratégique de la gestion internationale des produits chimiques, décrite ci-dessus. L'organisation a également divers projets avec le PNUE et a organisé avec celui-ci des manifestations parallèles sur la bonne gestion des produits chimiques à la dix-neuvième session de la Commission du développement durable en 2011, à la réunion régionale de l'Approche stratégique, qui s'est tenue à Nairobi en 2011, et à la première session du groupe de travail à composition non limitée de l'Approche stratégique, tenue à Belgrade en 2011.

Activités relatives aux objectifs du Millénaire pour le développement

Dans l'optique des objectifs du Millénaire pour le développement, l'organisation s'implique dans des activités de renforcement des capacités pour améliorer la compétence des petites et moyennes entreprises dans les pays en développement. De 2010 à 2013, plus de 50 projets de renforcement des capacités ont reçu l'appui de l'organisation.

8. Conseil international des sociétés de design industriel

Statut consultatif spécial : 1974

Introduction

Le Conseil international des sociétés de design industriel est une organisation à but non lucratif qui défend les intérêts de la profession du design industriel. Elle œuvre dans 50 pays et continue d'élargir son réseau d'étudiants et de professionnels du milieu du design industriel.

Buts et objectifs

Le but premier de l'organisation est de faire progresser la discipline du design industriel au niveau international. Sa vision à long terme est de créer un monde où le design rehausse la qualité de vie sur le plan social, culturel, économique et environnemental. L'organisation se fixe une quadruple mission : faciliter la collaboration entre ses organisations membres; soutenir et sauvegarder l'activité de design industriel à l'échelon régional et international; contribuer au développement

de l'étude du design du point de vue de la théorie, de la recherche et de la pratique à tous les niveaux de l'éducation; et collaborer avec les acteurs concernés afin d'inspirer une compréhension mondiale du design.

Changements à signaler

L'assemblée générale de l'organisation, qui s'est tenue en novembre 2013, a approuvé le retrait de l'organisation d'International Design Alliance, ce qui a marqué le début d'une réflexion sur la stratégie, afin que l'organisation cerne mieux les moyens de remplir sa mission tout en apportant son soutien aux partenaires mondiaux.

Contribution à des activités des Nations Unies

Aucune précision à ce sujet.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Aucune précision à ce sujet.

Coopération avec des organes de l'ONU

L'organisation s'est engagée activement dans le Réseau des villes créatives de l'UNESCO, qui partage plusieurs objectifs communs avec son projet World Design Capital. Le Réseau des villes créatives comprend Turin (Italie), Séoul, Helsinki et Cape Town (Afrique du Sud). L'organisation a participé en tant qu'organisation internationale non gouvernementale à l'examen des demandes formulées par les villes qui souhaitent faire partie du Réseau. En juin 2012, elle a organisé un rassemblement de délégations des villes à son secrétariat.

Activités relatives aux objectifs du Millénaire pour le développement

En ce qui concerne les objectifs 2 et 7, l'organisation continue d'aider à la mise en œuvre des ateliers Interdesign, un cadre dans lequel des délégués du monde entier (étudiants et designers professionnels) coopèrent pour imaginer des solutions à un problème donné. En 2013, l'organisation a soutenu la WeSchool en Inde pour qu'elle achève la programmation et la communication au niveau international relatives à un atelier Interdesign, Interdesign Mumbai, qui doit avoir lieu en février 2014 et sera axé sur le développement durable de la métropole de Mumbai, en mettant l'accent sur la création de logements autour du campus de la WeSchool.

En ce qui concerne l'objectif 8, les membres de plus de 168 organisations, issus de 50 pays différents, organisent des rencontres internationales qui offrent une excellente tribune pour les échanges culturels et professionnels. L'idée maîtresse du projet World Design Capital est la revitalisation des villes et les programmes locaux conçus par la ville choisie; il s'étend à des projets portant sur la santé, l'éducation et la lutte contre la pauvreté.

La récompense World Design Impact Prize reconnaît et partage les meilleures pratiques des entreprises sociales et des projets de design à vocation sociale qui font une large place à la santé de la mère et du nourrisson, à la prévention des maladies, à la sécurité alimentaire, à la réduction de la pauvreté, à l'éducation, aux pratiques écologiquement viables et à l'autonomisation des femmes.

Les ateliers Interdesign sont consacrés à l'analyse, l'approfondissement et la résolution de problèmes de portée internationale. En tant qu'espaces d'échanges internationaux, ces ateliers recherchent des solutions innovantes, appropriées et applicables, en faisant collaborer designers locaux et internationaux.

9. Conseil international des services juifs de bienfaisance et d'assistance sociale

Statut consultatif spécial : 1962

Introduction

Le Conseil international des services juifs de bienfaisance et d'assistance sociale a été créé en 1962 en vue de coordonner les efforts déployés par ses organisations fondatrices pour porter secours aux réfugiés et aux personnes déplacées en Europe et en Asie et les aider à se réinstaller et à se relever. Aujourd'hui, le Conseil coiffe les organisations suivantes : American Jewish Joint Distribution Committee, Hebrew Immigrant Aid Society, World Jewish Relief, Jewish Agency for Israel, Organization for Rehabilitation through Training (World ORT) et Magen David Adom. Les membres de l'organisation qui opèrent actuellement en Europe, Amérique latine, Asie et Afrique coordonnent les activités avec d'autres organismes des Nations Unies et des institutions bénévoles dans le domaine de l'aide sociale, la formation professionnelle, l'éducation, l'aide à l'agriculture, le redressement économique, les services de santé, l'émigration, la réinstallation et les secteurs connexes.

Buts et objectifs

Les membres de l'organisation poursuivent leur action dans le domaine des programmes d'aide et de développement. Le programme de développement international de l'American Jewish Joint Distribution Committee, par exemple, dont les activités ne sont pas inspirées par une religion spécifique, comporte des projets qui apportent une réponse aux catastrophes naturelles et permettent d'aider les victimes de catastrophe, quelle que soit leur confession, aussi bien dans les phases d'urgence que de relèvement à long terme après une crise. Les objectifs de l'Hebrew Immigrant Aid Society sont d'offrir une aide aux réfugiés et aux migrants, de réunir les familles séparées et de permettre aux immigrés de recommencer une nouvelle vie faite d'espoir et de prospérité. L'organisation propose également des informations et un vaste programme de services à tous les stades du processus de migration pour les réfugiés et les migrants; sert de lien entre les clients, les communautés réinstallées et les pouvoirs publics; plaide pour des politiques justes et équitables à l'égard des réfugiés et des immigrés; et donne aux nouveaux migrants une initiation à la culture.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Les organisations membres de l'organisation se rassemblent régulièrement pour réexaminer les politiques et activités de programme communes, notamment

leurs programmes de développement international et de secours en cas de catastrophe, et pour mener une action concertée. Grâce à la coordination des objectifs de ses membres respectifs, l'organisation met en œuvre des programmes comprenant le secours aux sinistrés et le développement international, qui font pendant aux résolutions et décisions des Nations Unies. Ainsi, l'organisation concourt à assurer le bien-être économique et social des personnes au moyen des programmes de ses organisations membres, ce qui, in fine, contribue à la réalisation des objectifs de l'ONU en matière de paix et de sécurité au niveau international.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a envoyé des représentants à des réunions, entre autres, de l'ancienne Commission des droits de l'homme et de sa Sous-Commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme, du Comité exécutif du Programme du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés et du Comité des droits de l'enfant.

Coopération avec des organes de l'ONU

Les membres de l'organisation coopèrent avec le Conseil économique et social, le PNUD, le Secrétariat de la Convention relative aux droits des personnes handicapées, qui relève du Département des affaires économiques et sociales, et l'UNICEF.

Activités relatives aux objectifs du Millénaire pour le développement

Non seulement les organisations membres proposent des programmes d'assistance humanitaire et d'intervention en cas de catastrophe, elles œuvrent aussi pour la réalisation des objectifs du Millénaire en appliquant des programmes qui favorisent l'autonomisation des femmes, atténuent la faim et la pauvreté et multiplient les partenariats avec d'autres organisations non gouvernementales.

10. Fédération internationale des centres sociaux et communautaires

Statut consultatif général : 1998

Introduction

La Fédération internationale des centres sociaux et communautaires est un mouvement mondial qui met en relation les associations locales représentant et prenant en compte les différents besoins, atouts et aspirations des familles et des collectivités.

Buts et objectifs

L'organisation a pour ambition de bâtir une communauté mondiale où il n'y a pas d'exclus, en donnant des moyens d'agir aux personnes qui travaillent pour la justice sociale au niveau local, en les motivant et en les mettant en relation.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Au cours de la période considérée, la Fédération, en qualité de Vice-Président du Comité des ONG sur les droits de l'homme, a participé activement aux efforts des États Membres, d'autres ONG et du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) pour organiser les rencontres suivantes au Siège de l'ONU à New York, entre autres :

- Réunion du Comité des ONG sur les droits de l'homme consacrée aux usages et procédures du Conseil de sécurité et centrée sur l'exercice effectif des droits de l'homme (21 janvier 2010);
- Réunion du Comité des ONG sur les droits de l'homme consacrée aux droits de l'homme, fondement de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (19 mai 2010);
- Séance d'information du Comité des ONG sur les droits de l'homme et du Comité des ONG sur le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme et réception à l'intention des membres du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (26 juillet 2010);
- Réunion du Comité des ONG sur les droits de l'homme consacrée aux droits fondamentaux des migrants, des personnes déplacées, des réfugiés et des victimes de la traite (10 novembre 2011);
- Réunion du Comité des ONG sur les droits de l'homme et du Comité des ONG pour le désarmement consacrée à la mobilisation pour le droit fondamental à la paix (28 février 2013);
- Réunion du Comité des ONG sur les droits de l'homme et du Comité des ONG sur les migrations consacrée aux méthodes pour défendre et promouvoir les droits fondamentaux des migrants, en prévision de la conférence internationale d'experts Vienne+20 destinée à faire progresser la protection des droits de l'homme (9 mai 2013).

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

La Fédération a participé aux réunions suivantes à l'ONU :

- Dialogue sur un enseignement des droits de l'homme et une stratégie viable pour le développement économique, social et humain, manifestation coparrainée par la Fédération, en marge de la cinquante-quatrième session de la Commission de la condition de la femme en 2010;
- Soixante-quatrième Conférence annuelle du Département de l'information pour les organisations non gouvernementales, tenue à Bonn (Allemagne) en 2011;
- Manifestation parallèle consacrée aux femmes qui ont gagné leur autonomie en étudiant les droits fondamentaux de l'individu, en marge de la cinquante-sixième session de la Commission de la condition de la femme en 2012.

Coopération avec des organes de l'ONU

La coopération avec l'ONU a pris la forme suivante :

- Le 1^{er} avril 2010, la Fédération a organisé et animé une réunion d'information avec la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Navi Pillay;
- Le 6 juillet 2010, la Fédération a dirigé une séance d'information à l'adresse des ONG sur l'examen périodique universel;
- Le 19 novembre 2010, la Fédération a animé une réunion d'information à la soixante-cinquième session de l'Assemblée générale sur les travaux de la Troisième Commission, notamment les rapports et activités des rapporteurs spéciaux et l'examen périodique universel;
- Le 30 mars 2011, la Fédération a présidé des débats entre le Sous-Secrétaire général aux droits de l'homme et les ONG.

Activités relatives aux objectifs du Millénaire pour le développement

La Fédération a œuvré pour la réalisation des objectifs du Millénaire en organisant les activités suivantes :

- Objectifs 1 et 2. Les membres de la Fédération ont fourni des services centrés sur les logements sûrs, les jardins communautaires et l'alimentation durable, ainsi que sur l'aide éducative aux personnes démunies;
- Objectif 3. Les programmes de la Fédération, conçus en partenariat avec les associations locales, ont placé au premier plan la prévention de la violence à l'égard des femmes, les services chargés de la santé mentale, les projets de garde d'enfants et les services aux personnes âgées;
- Objectifs 4 et 5. Les organisations membres de la Fédération ont proposé des services aux parents et enfants vivant dans le dénuement, ce qui a entraîné une baisse de la mortalité infantile;
- Objectif 6. Les organisations membres de la Fédération ont proposé des services de santé publique et des programmes pour les personnes vivant avec le VIH/sida.

11. Fédération internationale des organisations de formation et de développement

Statut consultatif spécial : 2002

Introduction

La Fédération internationale des organisations de formation et de développement a été fondée à Genève en 1972 pour créer et gérer un réseau mondial dédié au recensement, développement et transfert des connaissances, des compétences et des techniques qui sont un atout pour l'épanouissement personnel, les réalisations humaines, la productivité et le développement durable. Il s'agit de l'organisation de formation et de développement la plus multinationale et multiculturelle du monde. Ses membres constituent un réseau extrêmement diversifié d'organisations de gestion et développement des ressources humaines à

l'échelle mondiale. La Fédération représente actuellement plus de 500 000 professionnels dans plus de 30 pays.

Buts et objectifs

Le grand dessein de la Fédération est d'être une source d'information unique et efficace pour les professionnels du développement des ressources humaines qui s'efforcent de rendre la vie meilleure dans le monde entier. Sa raison d'être est de faire accepter la notion de développement des ressources humaines comme outil fonctionnel performant dans tous les secteurs de la société, dans le but d'accroître l'efficacité des personnes et des organisations.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

La Fédération a présenté des exposés sur des thèmes et sujets intéressant les Nations Unies à ses conférences annuelles qui ont lieu dans différents pays. Elle est signataire du Pacte mondial des Nations Unies et membre de la Conférence des ONG ayant des relations consultatives avec les Nations Unies. Par ailleurs, elle est membre actif de l'Association mondiale des organisations non gouvernementales.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

La Fédération a participé à des réunions d'information et d'autres réunions importantes à New York et ailleurs, notamment des réunions du Pacte mondial des Nations, entre 2010 et 2013. Elle a également pris part aux réunions du Groupe de travail II de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI) qui ont eu lieu pendant la période considérée.

Coopération avec des organes de l'ONU

Aucune précision à ce sujet.

Activités relatives aux objectifs du Millénaire pour le développement

Aucune précision à ce sujet.

12. International First Aid Society

Statut consultatif spécial : 1998

Introduction

L'International First Aid Society a vu le jour en Grèce et s'est dotée d'un bureau au Nigéria. La Société s'est constituée en société le 4 août 1994 et, à la suite d'un accord de coopération bilatéral signé avec le Gouvernement du Nigéria, a installé à Abuja en 1997 son siège opérationnel international, qui coordonne ses activités dans le monde.

Buts et objectifs

La Société vise à enseigner et dispenser des soins d'urgence et des services de même nature aux démunis, notamment les victimes d'accident, de catastrophes naturelles et de guerre, et les réfugiés en période de paix et de guerre; faire reculer la pauvreté par la formation professionnelle et la création d'emplois; encourager l'instruction élémentaire des enfants, initier les adultes aux savoirs fondamentaux, aux droits de l'homme et aux connaissances générales; favoriser l'épanouissement et l'autonomisation des jeunes par une formation aux fonctions de direction, par des journées d'études et des stages de formation; et promouvoir l'amitié et la paix dans le monde en s'associant à l'action menée par l'ONU et en soutenant ses buts et objectifs.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

La Société a organisé et parrainé la commémoration des Journées et manifestations des Nations Unies chaque année dans les différentes villes du Nigéria, notamment la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale le 21 mars, la Journée mondiale de la santé le 7 avril, la Journée mondiale de l'environnement le 5 juin, la Journée internationale de l'alphabétisation le 8 septembre, la Journée mondiale de l'alimentation le 16 octobre, la Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté le 17 octobre, la Journée des Nations Unies le 24 octobre, la Journée mondiale de la lutte contre le sida le 1er décembre et la Journée des droits de l'homme le 10 décembre, entre autres.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a participé aux réunions suivantes, parmi d'autres :

- Cinquante-quatrième session de la Commission de la condition de la femme, 2010;
- Quarante-troisième session de la Commission de la population et du développement, 2010;
- Dix-huitième session de la Commission du développement durable, 2010;
- Débats informels de l'Assemblée générale avec les organisations non gouvernementales, les organisations de la société civile et le secteur privé, 2010;
- Dix-neuvième session de la Commission du développement durable, 2011;
- Soixante-quatrième Conférence annuelle du Département de l'information pour les organisations non gouvernementales, 2011;
- Cinquante-sixième session de la Commission de la condition de la femme, 2012;
- Cinquantième session de la Commission du développement social, 2012;
- Cinquante-septième session de la Commission de la condition de la femme, 2013;

- Quarante-sixième session de la Commission de la population et du développement, 2013.

Coopération avec des organes de l'ONU

L'organisation a apporté son concours aux travaux du Ministère de la santé du Nigéria, de l'OMS et de l'UNICEF pour organiser des campagnes de vaccination nationales et locales contre la poliomyélite, la tuberculose, la diphtérie, la rougeole, la méningite, la coqueluche et la carence en vitamine A, de 2010 à 2013.

Activités relatives aux objectifs du Millénaire pour le développement

De 2010 à 2013, la Société a organisé des stages gratuits sur les premiers secours à destination de 10 000 personnes en vue de les préparer à des urgences sanitaires et des catastrophes naturelles. Avec l'aide du Gouvernement nigérian et des gouvernements intéressés, une formation à l'apiculture moderne et à d'autres spécialités a été mise en place à l'intention de 25 000 jeunes Nigériens sans emploi.

13. International Gay and Lesbian Human Rights Commission

Statut consultatif spécial : 2010

Introduction

L'International Gay and Lesbian Human Rights Commission, créée en 1990, est une organisation internationale phare de défense des droits de l'être humain, qui s'attache à améliorer la vie des personnes victimes de discrimination ou de mauvais traitements en raison de leurs préférences sexuelles, de leur identité sexuelle ou de l'expression de cette identité.

Buts et objectifs

La Commission se consacre au renforcement des capacités du mouvement en faveur des droits fondamentaux des lesbiennes, des gays, des bisexuels et des transgenres du monde entier, de façon à apporter la preuve concrète des violations des droits individuels commises du fait de l'orientation ou l'identité sexuelle et partager les conclusions avec les mécanismes internationaux de défense des droits de l'homme au sein de l'ONU.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

De 2010 à 2013, la Commission a travaillé en étroite collaboration avec divers organismes des Nations Unies et organes de surveillance de l'application des traités relatifs aux droits de l'homme, ainsi qu'avec les gouvernements, pour fournir des informations et faciliter l'analyse des différentes violations des droits fondamentaux de l'individu commises en raison de l'orientation ou l'identité sexuelle.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

En 2010, la Commission a participé à plusieurs réunions du Comité des droits de l'homme, notamment l'examen du rapport du Mexique par le Comité à sa quatre-vingt-dix-huitième session.

En 2010, la Commission a participé à des réunions du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes à Genève, notamment la quarante-sixième session, où le Comité a étudié le rapport de l'Argentine, et la quarante-septième session, où le Comité a examiné le rapport de l'Ouganda.

En 2011, la Commission a assisté à plusieurs réunions du Comité des droits de l'homme, notamment à la 103^e session, où le Comité a examiné le rapport périodique de la République islamique d'Iran, et la quarante-neuvième session, où le Comité a étudié les rapports du Costa Rica et de Singapour.

En 2012, la Commission a assisté à la dix-neuvième session du Conseil des droits de l'homme à Genève.

En 2013, la Commission a participé à la cinquante-septième session de la Commission de la condition de la femme à New York, où elle a organisé deux manifestations parallèles sur le thème de l'année, la violence, avec des débats sur la violence dirigée contre les lesbiennes, les bisexuels ou les transsexuels.

Coopération avec des organes de l'ONU

La Commission a été l'auteur d'une proposition adressée au Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, avalisée par 35 organisations, au sujet de la formulation d'observations générales du Comité sur l'accès à la justice. Par ailleurs, un représentant de la Commission a témoigné devant le Comité à Genève, le 18 février 2013. L'organisation a observé la Journée des droits de l'homme chaque année en organisant une réunion restreinte de haut niveau avec le HCDH et un groupe d'États Membres, au Siège de l'ONU à New York. Elle s'est également associée aux travaux de l'HCDH et de plusieurs missions permanentes pour organiser une réunion de haut niveau qui a adopté la Déclaration ministérielle sur la lutte contre la violence et la discrimination à l'égard des individus fondées sur leur orientation ou leur identité sexuelles, le 26 septembre 2013.

Activités relatives aux objectifs du Millénaire pour le développement

La Commission a observé la Journée mondiale de la lutte contre le sida chaque année le 1^{er} décembre.

14. International Health Awareness Network

Statut consultatif spécial : 1998

Introduction

Les membres du Conseil consultatif d'International Health Awareness Network sont issus des pays suivants : République-Unie de Tanzanie, Jordanie, Kenya, Inde, Suisse, Turquie, Pakistan, États-Unis d'Amérique, Australie, Bangladesh, Afrique

du Sud, Chine, Égypte, Niger, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, République dominicaine, République islamique d'Iran et Japon.

Buts et objectifs

Le Network a pour vocation d'éduquer les femmes et les enfants, de leur donner des moyens d'action et leur fournir des soins de santé, en accordant la priorité aux catégories défavorisées dans le monde; de concevoir, financer et mettre en œuvre des projets éducatifs; d'organiser des conférences, des ateliers et des programmes de formation aux soins de santé; de coopérer avec les Nations Unies et d'autres organisations pour recommander et appliquer des politiques et des programmes en faveur de la santé pour tous dans un monde qui défend les droits fondamentaux et la paix; et de participer aux conférences nationales et internationales portant sur la santé et le développement.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Des membres du Network ont siégé au Comité de planification des ONG pour la Commission de la condition de la femme et en tant que bénévoles pour différentes activités à chaque session annuelle de la Commission à New York. Pendant ces sessions, des activités parallèles organisées par le Network sur la parité hommes-femmes et les problèmes sociaux et économiques en rapport avec la santé dans le monde ont fait salle comble. Des conférences parrainées par le Network, données dans des universités de la région de New York, ont fait connaître aux jeunes le rôle de l'ONU et l'urgente nécessité de la participation des citoyens au développement durable. Des membres du Network ont assisté à toutes les réunions d'information organisées par le Département de l'information. Un projet relatif au renforcement des capacités visant à réduire la mortalité maternelle et infantile est en cours dans la République-Unie de Tanzanie. L'éducation à la santé se poursuit dans la République dominicaine en milieu préscolaire et à l'école primaire. La sensibilisation au niveau mondial a été facilitée par la coopération avec African Views, une organisation à but non lucratif qui produit des émissions de radio avec des prestataires du monde entier. Le Network a participé à quatre émissions sur les droits de l'homme, l'amélioration de l'image de soi chez les filles et l'éducation des femmes.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Le Network a participé aux réunions suivantes :

- Groupe de travail ouvert sur les objectifs en matière de développement durable, New York, 9-11 décembre 2013;
- Forum de haut niveau sur la culture de la paix, ONU, New York, 6 septembre 2013;
- Soixante-quatrième Conférence du Département de l'information pour les ONG, Bonn (Allemagne), 3-5 septembre 2011;
- Conférence du Département de l'information précédant la Conférence des Nations Unies sur le développement durable à Rio de Janeiro (Brésil),

3-5 juin 2012, où le Network a parrainé une manifestation sur l'éducation au service du développement durable;

- En outre, le Network a parrainé 42 étudiants qui ont assisté au Forum de la jeunesse du Conseil économique et social, tenu au Siège de l'ONU le 27 mars 2013.

Coopération avec des organes de l'ONU

Aucune précision à ce sujet.

Activités relatives aux objectifs du Millénaire pour le développement

Le Network a contribué à la réalisation des huit objectifs du Millénaire, privilégiant les objectifs 3, 4, 5 et 6. Il a concouru à la concrétisation de l'objectif 2, l'éducation primaire pour tous, en attribuant des bourses à des étudiants défavorisés de Sri Lanka, d'Inde et d'Afrique du Sud, ainsi que du Bronx à New York. Les objectifs 1, 7 et 8 ont été pris en compte dans un partenariat avec une université qui permet d'apporter de l'eau à un village d'Équateur. Le Network a observé la Journée de la lutte contre le sida et la Journée internationale des personnes âgées chaque année. Des médias sociaux comme Twitter et Facebook ont été utilisés pour promouvoir l'extension et l'exécution des objectifs du Millénaire.

15. ISIS : Women's International Cross-Cultural Exchange

Statut consultatif spécial : 2002

Introduction

ISIS : Women's International Cross-Cultural Exchange est une organisation de défense des droits des femmes, dont la mission est de renforcer le pouvoir mobilisateur des femmes dans les situations de conflit et d'après-conflit, pour qu'elles participent pleinement à la consolidation de la paix, à la bonne gouvernance et au développement. Fondée en 1974 à Genève, l'organisation a transféré ses bureaux en Ouganda en 1994 pour libérer la parole des Africaines et faire intervenir celles-ci dans les débats et campagnes qui se déroulent au niveau national, régional et international.

Buts et objectifs

Prônant des valeurs de justice, d'égalité et d'honnêteté, l'organisation envisage des femmes vivant en paix et des femmes recréant la paix. Sa raison d'être est de dynamiser le sens du commandement que possèdent les femmes, d'amplifier leur voix et de renforcer leur volonté de mobilisation. Ses actions ont lieu dans le monde entier, mais priorité est donnée à l'Afrique.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Au cours de la période considérée, l'organisation :

- A participé au groupe de travail sur le Népal à la dixième session de l'examen périodique universel du Conseil des droits de l'homme, à Genève, en janvier et février 2011;
- A fait une communication sur le sexe et la pauvreté dans une perspective africaine à la conférence d'ONU-Femmes sur l'égalité des sexes dans le cadre de développement pour l'après-2015, qui s'est tenue au Kenya du 16 au 18 octobre 2013.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Lors des sessions de la Commission de la condition de la femme qui se sont déroulées pendant la période considérée, l'organisation a participé aux événements suivants :

- À la cinquante-septième session (2013), elle a organisé une manifestation parallèle sur les moyens d'utiliser le pouvoir des femmes pour la paix et l'édification d'une nation;
- À la cinquante-sixième session (2012), elle a organisé conjointement trois tables rondes sur les femmes, les droits de l'être humain, la paix et la sécurité;
- À la cinquante-cinquième session (2011), l'organisation a présenté deux exposés;
- À la cinquante-quatrième session (2010), elle a organisé deux activités parallèles.

Coopération avec des organes de l'ONU

La Commission économique pour l'Afrique (CEA) a offert à l'organisation un espace pour présenter une exposition et participer à la célébration du cinquantième anniversaire de l'Organisation de l'unité africaine, qui a eu lieu à Addis-Abeba du 19 au 22 mai 2013.

En 2011, l'organisation a organisé une rencontre pour les femmes qui ont vécu des conflits, à laquelle a assisté la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit.

En 2010, l'organisation, le Bureau de liaison d'ONU-Femmes auprès de l'Union africaine et la CEA ont organisé à Addis-Abeba une exposition photographique sur les violations de l'intégrité corporelle des femmes lors de conflits.

Les 20 et 21 mai 2010, l'organisation a pris part à la concertation du PNUD en prévision du rapport du Secrétaire général sur la participation des femmes à la consolidation de la paix.

Activités relatives aux objectifs du Millénaire pour le développement

Objectif 2 :

- En 2012 et 2013, l'organisation a fourni à trois écoles primaires d'Ouganda du matériel pédagogique et des citernes destinées à la collecte de l'eau de pluie;
- En 2012, l'organisation a réalisé une étude sur le mariage des enfants dans la région de Kasese en Ouganda, mettant en relief les principaux efforts accomplis pour que cesse cette indignité et pour que davantage de filles restent à l'école.

Objectif 3 :

- En 2010, l'organisation a formé 53 responsables femmes du Soudan du Sud aux fonctions de direction et à la gouvernance;
- En 2013, l'organisation a tenu une réunion de haut niveau à la recherche d'idées sur l'exercice de l'autorité et la conduite des affaires publiques par les femmes, à l'intention des femmes politiques et militantes de l'Ouganda, du Soudan du Sud, du Libéria et du Zimbabwe;
- L'organisation a formé en tout 220 femmes chargées de la défense de leurs droits fondamentaux provenant de l'Ouganda, du Libéria, du Soudan du Sud, du Zimbabwe, de la République démocratique du Congo, du Népal et du Myanmar.

Objectif 5 :

- Dans le Soudan du Sud, l'organisation a formé 61 agents sanitaires au traitement de la fistule et d'autres troubles de la sexualité et de la reproduction, a organisé un camp chirurgical pour 23 femmes ayant survécu à la fistule et a délivré des médicaments et du matériel pour la santé maternelle à un hôpital et deux centres de santé;
- En Ouganda, l'organisation a offert des tables d'accouchement et autres fournitures médicales de base à un centre de santé;
- En Ouganda, de 2010 à 2013, l'organisation a effectué un dépistage du cancer du col de l'utérus et dispensé des traitements pour d'autres maladies, dont ont bénéficié 4 377 femmes, et elle a formé 19 agents sanitaires au dépistage du cancer du col de l'utérus.

Objectif 6 :

- L'organisation et Urgent Action Fund ont octroyé des subventions pour création d'entreprise à 23 groupes de femmes vivant avec le VIH/sida en Ouganda, au Libéria et au Zimbabwe;
- L'organisation a formé 37 dirigeantes vivant avec le VIH/sida en Ouganda et a renforcé leurs moyens pour défendre les droits des femmes et les lois existantes;
- L'organisation a préparé et diffusé des informations sur le rôle de premier plan que jouent les femmes dans la lutte contre le VIH/sida;
- L'organisation a mis en place des camps de santé qui ont fourni des traitements médicaux et un soutien psychologique à 7 039 femmes et hommes au Libéria,

en Ouganda et au Cachemire. Au total, 395 femmes et hommes ont subi des interventions chirurgicales.
